



MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Personne responsable du marché : Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Grand Sud Caraïbe.

Nom et Adresse officiels de l'organisme acheteur :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GRAND SUD CARAÏBE

Place du Père Magloire – Rue Bébien

97100 BASSE-TERRE

Tel : 0590 99 63 20 télécopieurs : 0590 99 63 21

Siret : 249 710 070 00155

Site internet de l'acheteur : www.grandsudcaraibe.fr

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

2. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ :

Le marché public est un accord-cadre lancé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHÉ :

Objet du marché : **MARCHE A BONS DE COMMANDE DE MAITRISE D'ŒUVRE PARTIELLE OU TOTALE POUR DES OPERATIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE GEMAPI.**

Type de marché : Prestations intellectuelles

Code NUTS : FR Y10

Classification CPV - Objet principal :

- 71320000 Services de conception technique.

Lieu de livraison : Périmètre communautaire.

3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Prestation divisée en lots : OUI

- **LOT 1 : Bouillante, Vieux Habitants, Baillif, Basse Terre et Saint Claude**
- **LOT 2 : Capesterre Belle Eau, Trois Rivières, Gourbeyre et Vieux Fort**
- **LOT 3 : Les Saintes (Terre de Haut et Terre de Bas)**

Variation dans les prix : NON

Dans le cadre de la présente consultation menée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats devront remettre une offre strictement conforme aux prescriptions du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), et notamment au CCTP, au CCAP et au BPU.

Toute offre comportant des prestations différentes, des modifications substantielles, ou des propositions alternatives non demandées sera analysée comme une offre irrégulière et pourra être rejetée.

Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification et sa durée totale n'exédera pas :

☒ 24 mois

☐ Année.

Il est reconductible 2 fois pour une période de 12 mois de manière ☐ tacite ☒ Expresse, sans que la durée totale du marché excède quatre (4) ans.

4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement :

Pour chacun des lots, les prestations seront rémunérées sur le budget principal de la Communauté d'Agglomération Grand Sud Caraïbe.

Les prix du marché sont révisables. Le délai de paiement est de 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises candidates : L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur du marché est un groupement solidaire.

5. RETRAIT DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable soit via la plateforme de dématérialisation www.marches-securises.fr

6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

180 jours à compter de la date limite de réception des offres

7. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT

Présentation des candidatures.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s)
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
- ✓ Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail,
- ✓ La copie du / des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- ✓ Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété,
- ✓ Attestation de l'Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance (dite « Attestation ORIAS »), attestation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (dite « Attestation ACPR »),
- ✓ Le cas échéant, en cas d'intermédiation, mandat de la compagnie d'assurance permettant de connaître l'étendue des pouvoirs de l'intermédiaire,
- ✓ Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Présentation des candidatures sous forme de DUME.

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Conditions de participation

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2 ou format libre).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Liste des principales prestations effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

8. CONTENU DE L'OFFRE

Pièces exigées au titre de l'offre : **Pour chaque lot :**

L'offre devra contenir les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) signée ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.) commun à tous les lots à accepter (parapher et signer) sans aucune modification ;
- Un mémoire technique à produire dont le contenu est détaillé ci-après :

Les moyens humains et matériels pour la réalisation des prestations objet du marché :

- ✓ Désignation d'un interlocuteur privilégié (qualifications professionnelles, compétence, expérience, indication des titres d'études et professionnels) ;

- ✓ Désignation de l'ensemble des interlocuteurs dédiés aux prestations objet de la présente consultation (nombre, qualification, compétence et expérience dans le domaine du droit public, indication des titres d'études et professionnels) ;
- ✓ Organisation prévue en cas de groupement.
- ✓ Description des moyens techniques prévus pour la réalisation des prestations (logiciels spécifiques, accès à des ressources / expertises particulières, moyens de communication utilisés, etc).
- La méthodologie de travail et la réactivité envisagées pour la réalisation des prestations objet du marché :
 - ✓ Méthodologie d'organisation de l'entreprise ;
 - ✓ Méthodologie de prise en charge d'un dossier ;
 - ✓ Réactivité, définition des délais « standard » et « urgent » d'exécution et de livraison pour chacune des prestations telles que définies au CCATP (à savoir : consultation téléphonique, consultation téléphonique et confirmation à l'écrit, consultation écrite, et l'ensemble des prestations d'assistance juridique), modalité de traitement d'une demande urgente ;
 - ✓ Disponibilités horaires.
- Les démarches mis en œuvre en matière environnementale concernant les moyens matériels et les déplacements dans le cadre de l'exécution du présent marché.
- Un exemple de note d'analyse juridique anonymisée dans le domaine du lot permettant d'apprécier le niveau de technicité, des qualités rédactionnelles, de la maîtrise de la problématique, de l'esprit de synthèse et du pragmatisme

9. DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date et heure limite de réception des offres est impérativement fixée au **2 7 MARS 2026** à 12 heures locales ;

10. LES CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues au code de la commande publique. L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

Critère 1 : Note : Valeurs technique : 60 points
Critère 2 : Note : Prix de la prestation : 40 points

Critère n°1 – Valeur technique de l'offre : 60 points

La valeur technique est appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique, notamment :

- la compréhension des enjeux et du contexte GEMAPI ;
- la méthodologie proposée pour la réalisation des missions ;
- l'organisation de l'équipe et les compétences mobilisées ;
- les moyens humains et matériels affectés à l'exécution du marché ;
- les dispositions proposées pour la gestion des délais et la qualité des livrables.

Critère n°2 – Prix des prestations : 40 points

Le prix des prestations est apprécié à partir des prix unitaires renseignés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

L'analyse financière est réalisée sur la base d'un scénario d'analyse défini par le pouvoir adjudicateur, permettant de comparer les offres de manière homogène et objective, notamment au regard :

- des missions de maîtrise d'œuvre relevant de la loi MOP ;
- des missions complémentaires et prestations rémunérées à la journée.

Le BPU constitue une pièce contractuelle du marché. Toute offre présentant des prix manifestement incohérents ou déséquilibrés pourra faire l'objet d'une analyse au titre des offres anormalement basses, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le prix de la prestation sera évalué en fonction du montant indicatif renseigné au DQE (non contractuel).

Formule de calcul de la note :

$$\frac{\text{Prix le moins élevé}}{\text{Prix du candidat examiné}} \times 40$$

Le cumul de ces notes donnera une note finale sur 100

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues au code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

L'Acheteur établira ensuite un classement global des offres.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier l'annexe financière pour la mettre en harmonie avec les prix correspondants. En cas de refus, son offre sera éliminée car considérée comme non cohérente.

11. MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois avant la date et l'heure limites de réception des offres.

L'envoi des offres par voie postale n'est pas autorisé.

La remise des offres contre récépissé n'est pas autorisée.

Depuis le 1er octobre 2018 et en application des dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique tous les échanges et communications dans le cadre de cette consultation s'effectueront par voie électronique, selon des modalités et sous réserve des exceptions prévues par voie réglementaire.

Les plis devront obligatoirement être transmis de façon dématérialisée sur le profil d'acheteur de la Communauté : <https://www.marches-securises.fr>

La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

12. TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-securises.fr>

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

La taille maximum acceptée d'une réponse électronique est limitée à 1 Go (1 000 Mo).

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier.

13. SIGNATURE DES DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE CANDIDAT

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation).

Ce document d'habilitation devra être fourni, signé de façon électronique par les autres membres du groupement, dès le stade de la réception des candidatures.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

14. DISPOSITIONS RELATIVES À LA COPIE DE SAUVEGARDE

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde uniquement sous forme de support physique électronique.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou virus ; lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ; lorsque la candidature ou l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

15. ASSISTANCE AUX CANDIDATS ET ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

16. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour finaliser leur proposition, les candidats doivent faire parvenir **dix (10) jours avant la date limite de remise des offres** leur demande écrite par le biais du Profil Acheteur www.marches-securises.fr

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

Une réponse commune sera mise en ligne sur le site www.marches-securises.fr s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre **au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de remise des offres.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci seront envoyées **au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres.** Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

17. RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

Le représentant de l'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions et selon les modalités prévues par le CCAG adéquate à la présente prestation sauf dispositions contraires du cahier des charges.

Le règlement amiable des différends et litiges relatifs à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché se fera dans les conditions prévues au CCAG PI.

En cas de litige entre les parties contractantes et à défaut d'accord amiable, le différend sera porté devant la juridiction territorialement compétente :

Tribunal administratif de la Guadeloupe

34, chemin des Bougainvilliers

Guillard 97100 Basse-Terre

Téléphone : 05 90 81 45 38

Télécopie : 05 90 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr.

DATE D'ENVOI A LA PUBLICATION :

14 FEV. 2026

